

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

S/CSS/W/9
27 octobre 2000

(00-4486)

Conseil du commerce des services
Session extraordinaire

Original: espagnol

COMMUNICATION DE LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, D'EL SALVADOR ET DU HONDURAS

Réponse aux observations sur la proposition d'annexe relative au tourisme

Les délégations de la République dominicaine, d'El Salvador et du Honduras ont fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après en lui demandant qu'elle soit distribuée aux membres du Conseil du commerce des services.

Nous savons gré à l'Union européenne, aux États-Unis, au Canada, au Japon, à la Corée et à beaucoup d'autres Membres de l'OMC de s'être prononcés de manière plus ou moins circonstanciée sur la proposition d'annexe relative au tourisme (S/C/W/127). Ce qui ressort le plus nettement des observations formulées, c'est une large adhésion à l'idée d'un examen du tourisme au sein de ce Conseil, dans une perspective globale, étant donné l'importance qu'il revêt pour tous les pays en termes de création d'emplois, d'apport de devises à la balance des paiements et de contribution au produit intérieur brut.

Cela nous permet d'espérer que nous pourrions parvenir, à l'issue des négociations, à une solution suffisamment complète pour résoudre, grâce à un accès effectif aux marchés, les problèmes empêchant que la libéralisation du tourisme corresponde à nos besoins de développement durable.

L'appui enthousiaste de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) et du Conseil mondial des voyages et du tourisme (WTTC) est un élément important qui s'ajoute à l'état d'esprit très positif de ce Conseil à l'égard de notre proposition.

Nous répondons ci-après aux observations faites en reprenant dans l'ordre les différentes rubriques de notre proposition.

Section 3 - Sauvegardes en matière de concurrence

La grande majorité des délégations ont exprimé une opinion positive sur les sauvegardes en matière de concurrence mentionnées dans la proposition et en particulier sur le fait qu'elles correspondent étroitement au précédent établi par les engagements additionnels en matière de télécommunications de base dans le cadre du document sur les principes réglementaires. D'autres délégations ont exprimé le désir d'examiner plus en détail s'il est nécessaire que ces sauvegardes complètent les engagements spécifiques sur le tourisme. D'autres encore n'ont pas jugé important cet élément de la proposition.

Il faut selon nos délégations, pour que le développement du tourisme soit durable, que des disciplines additionnelles fassent contrepoids aux obstacles au commerce du tourisme découlant des

pratiques anticoncurrentielles dans les services de réseaux (network services). Ces obstacles ont un impact considérable sur le tourisme international et se manifestent dans les transports et dans les systèmes de distribution du tourisme (c'est-à-dire les agences de voyages, les voyageurs, les grossistes en voyages à forfait, les systèmes informatisés de réservation et les systèmes mondiaux de distribution).

Plusieurs délégations ont souligné que le tourisme est le secteur ayant le plus haut niveau de consolidation dans le cadre de l'AGCS. Il est paradoxal que cela coexiste avec un processus vertigineux de fusions et d'acquisitions d'entreprises organisant des voyages et de compagnies aériennes. Ce processus met les destinations touristiques à la merci d'abus de position dominante sans que nous puissions compter sur un mécanisme internationalement contraignant pour lutter contre leurs effets. C'est pourquoi il faut développer des mécanismes internationaux de coopération créant dans tout le secteur un climat favorable à la concurrence, ce à quoi on parviendra non pas en multipliant les engagements spécifiques mais en adoptant de nouvelles disciplines applicables à la totalité du groupe des industries du tourisme. C'est ce qu'ont montré les experts réunis en juin 1998 dans le cadre de la CNUCED comme on peut le constater en lisant le document S/C/W/149 que nous avons présenté aux fins de l'évaluation du commerce des services. Lors de la dernière réunion d'experts de la CNUCED sur le commerce électronique et le tourisme, de nouveaux cas concrets mettant ce problème en évidence ont aussi été présentés. C'est la raison pour laquelle des sauvegardes en matière de concurrence sont proposées pour le groupe des industries du tourisme. C'est une solution sectorielle entièrement fondée sur le précédent créé par les télécommunications de base.

Apporter une solution à ce problème au moyen de disciplines additionnelles applicables au groupe des industries du tourisme est la condition à remplir pour atteindre les objectifs visés à l'article IV de l'AGCS eu égard à l'accès aux marchés qui a déjà été accordé aux fournisseurs étrangers de services de tourisme. On se rappellera que l'article IV vise à accroître la participation des pays en développement au commerce international des services par des engagements spécifiques négociés de nature à leur assurer un meilleur accès aux circuits de distribution et aux réseaux d'information. À ce jour, aucun Membre de l'OMC n'a fourni des indications attestant qu'il respecte les dispositions de cet article.

Toutefois, il est important de dire clairement que nous n'avons pas l'intention de provoquer indirectement une négociation sur les droits de trafic aérien (droits essentiels). Il s'agira là d'une décision dont l'opportunité devra être examinée au sein de l'instance appropriée.

Section 4 – Sauvegardes concernant les consommateurs

Quelques délégations seulement se sont prononcées sur cette section. On peut constater, virtuellement sans exception, certains doutes sur la nécessité de ces dispositions de la proposition. Il convient de continuer à examiner les arguments présentés et d'y revenir ultérieurement.

Section 5 – Accès à l'information et utilisation de celle-ci

Certaines délégations considèrent que cette section contient des éléments qui devraient être discutés dans le cadre du Groupe de travail sur la réglementation intérieure. D'autres pensent que certains termes utilisés doivent être définis.

Les Membres connaissent la position de nos délégations sur le renvoi de sujets de négociation à des organes subsidiaires. Nous estimons qu'une telle décision ne serait pas appropriée en l'occurrence parce que seul le Conseil du commerce des services en session extraordinaire a reçu du Conseil général un mandat pour négocier sur les services. Notre décision sur cette section devra donc se dégager du débat que nous poursuivrons au sein de ce Conseil.

L'objectif de cette section est de parvenir à un engagement sur l'information fiable et à un accès à l'information fondé sur des critères transparents, raisonnables, objectifs et non discriminatoires. Nous ne voyons pas comment cet objectif, qui est le plus modeste que l'on puisse fixer en la matière, peut susciter des controverses puisqu'il est compatible avec les codes de conduite adoptés volontairement par un grand nombre de pays Membres de l'OMC, d'autant plus que sa réalisation est indispensable à celle des objectifs de l'article IV relatifs à l'accès aux réseaux d'information.

Certaines délégations ont également considéré que la question des systèmes informatisés de réservation doit être traitée dans le cadre de la révision de l'annexe sur les services de transport aérien. Il n'est pas inutile de rappeler que notre proposition ne vise pas à mettre indirectement en question la décision énoncée dans cette annexe mais de parvenir à un engagement minimal en matière de réglementation qui nous permette de nous conformer aux dispositions de l'article IV en ce qui concerne le tourisme.

Les aspects liés aux définitions pourraient être abordés dans une version ultérieure de la proposition.

Section 6 – Transport aérien, services annexes et mesures de sécurité

Les observations que nous avons formulées au sujet des sections 3 et 5 s'appliquent également à cette section.

Section 7 – Coopération aux fins de développement durable du tourisme

Cette section est largement calquée sur les dispositions de la section 6 de l'annexe sur les télécommunications.

Plusieurs délégations ont indiqué qu'elles jugeaient utile la rédaction proposée en matière de coopération pour le développement durable du tourisme. D'autres ont évoqué des difficultés en ce qui concerne la mention qui est faite de la fourniture de renseignements sur les technologies ou sur la coopération aux fins du respect des normes définies d'un commun accord au niveau international. Contrairement à la section 6 de l'annexe sur les télécommunications, notre proposition vise uniquement la coopération aux fins de la réglementation et du développement durable du tourisme dans des conditions de concurrence, c'est-à-dire qu'au lieu de proposer un transfert de technologie, on demande des renseignements sur les moyens de faire en sorte que ce secteur fonctionne de manière à favoriser la concurrence.

Pour ce qui est des normes définies d'un commun accord au niveau international, nous pensons que leur respect est une demande croissante des touristes, quel que soit le pays qu'ils visitent. Un engagement contraignant pour tous les Membres de l'OMC de coopérer à l'application de ces normes pourrait être un élément important du développement durable du tourisme international. À cet égard, le document de l'Union européenne envisage un lien éventuel entre cet objectif de coopération et l'accès à des services de qualité en matière d'environnement, question qui devrait être traitée de manière plus explicite pour faciliter son examen par tous les Membres au sein du présent Conseil.

Section 8 – Rapport avec les autres organisations internationales

Cette section reprend en les adaptant les dispositions de la section 7 de l'annexe sur les télécommunications.

Les normes internationales sont nécessaires pour assurer l'interopérabilité des réseaux, mais elles le sont aussi pour assurer le développement durable du tourisme, notamment dans ses aspects économiques, environnementaux et qualitatifs.

La coopération entre organisations intergouvernementales est importante pour le fonctionnement efficace des télécommunications, mais une importance encore plus grande s'attache à la coopération destinée à garantir le fonctionnement sûr et efficace de toutes les activités du groupe des industries du tourisme.

En fin de compte, la mention du rôle de ces institutions internationales dans ces aspects essentiels de la coopération en vue de la mise en œuvre effective de notre proposition marque l'importance que leur action continuera de revêtir à l'avenir lorsque nous aurons remédié aux lacunes de l'AGCS en ce qui concerne le tourisme.

Appendice

Un grand nombre de délégations se sont inquiétées du large éventail de secteurs figurant dans l'Appendice de notre proposition où l'on trouve des "secteurs caractéristiques du tourisme" et des "secteurs liés au tourisme" pour former ce que nous proposons d'appeler le "groupe des industries du tourisme".

Nous avons indiqué dans d'autres réunions que ce large éventail correspond à une définition antérieure du Compte satellite du tourisme, qui a été arrêtée d'un commun accord à la Conférence mondiale organisée à Nice en juin 1999. Depuis, en mars 2000, la Commission de statistique de l'Organisation des Nations Unies à New York a adopté une définition du compte satellite qui correspond à un consensus mondial et qui se limite aux secteurs "caractéristiques". Une future version de l'Appendice de notre proposition correspondra à cette nouvelle définition consensuelle du compte satellite.

Il convient toutefois de faire observer que certaines délégations jugent intéressante l'idée d'utiliser la notion de groupe comme liste indicative (de contrôle) pour la formulation d'engagements spécifiques. Nous estimons que cette utilisation est appropriée et nos délégations l'envisageront pour demander des engagements relatifs au tourisme et à d'autres secteurs qui les intéressent.

Toutefois, notre proposition d'annexe relative au tourisme n'a pas le même caractère que les engagements spécifiques. Elle a pour objet l'adoption de nouvelles disciplines de nature à résoudre les problèmes qui persistent bien que le tourisme ait été largement libéralisé. Atteindre l'objectif du développement durable du tourisme grâce à ces nouvelles disciplines passe par leur application à la totalité du groupe des industries du tourisme et non à un certain nombre seulement de ces industries ou des secteurs que le tourisme englobe. L'utilisation du groupe à des fins de réglementation est dans ce cas différente de celle proposée pour les engagements spécifiques.

Autres observations

Un membre nous a proposé de compléter la proposition en établissant une liste modèle d'engagements spécifiques pour une partie du secteur, comme c'est le cas pour les hôtels et les logements. Nous pensons que c'est une bonne idée et nous sommes à sa disposition pour y travailler. Nous estimons toutefois qu'il pourrait être intéressant d'établir aussi pour la totalité du groupe du tourisme une liste modèle fondée sur une analyse des obstacles qui restent dressés. Il va sans dire que c'est une idée applicable à d'autres secteurs intéressants pour promouvoir le respect des dispositions des articles IV et XIX, par exemple celui du transport maritime.
